

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LE MÉMOIRE DE L'ONTARIO FEDERATION OF AGRICULTURE»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Agriculture ou à son secrétaire parlementaire. Comme on a annoncé qu'un mémoire sera présenté par l'*Ontario Federation of Agriculture*, le 24 mai, sur la colline du Parlement, le ministre peut-il dire à la Chambre si des dispositions ont été prises pour recevoir cette importante délégation, ce jour-là, et si les sujets du mémoire feront l'objet de discussions?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais considérer cette question comme préavis et en discuter avec le ministre. On est à prendre des dispositions pour recevoir la délégation.

M. H. W. Danforth (Kent (Ont.)): Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Je sais qu'en raison de l'Expo '67, le premier ministre a de nombreux engagements, mais étant donné l'importance des questions en jeu, puis-je lui demander s'il pourra recevoir les représentants des agriculteurs à cette occasion, en compagnie du ministre de l'Agriculture?

Le très hon. M. Pearson: J'espère pouvoir le faire. J'ajoute que le chef de la délégation a fixé une date sans me consulter et qu'il s'agissait justement d'un jour où je ne pouvais absolument pas recevoir la délégation. J'espère néanmoins pouvoir arranger les choses de manière à les recevoir.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

L'INCLUSION DE SERVICES PROVINCIAUX ADDITIONNELS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. George Muir (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'ai une question qui s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, mais en son absence, on pourra peut-être la considérer comme préavis. La déclaration du ministre, à la page 15087 du *hansard* du 19 avril, selon laquelle les provinces doivent s'entendre avant que d'autres services puissent être ajoutés au régime d'assistance fédérale signifie-t-elle la répudiation de son engagement au sujet de ces services...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question est litigieuse.

M. Muir (Lisgar): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le 6 décembre 1966 le

ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dit, en réponse à une question posée par l'honorable député de Burnaby-Coquitlam, que l'interprétation de l'amendement proposé était exacte et qu'il serait possible à une ou à plusieurs provinces d'admettre n'importe quel service de santé. Le 19 avril, il a dit que c'était impossible et je crois donc ne pas enfreindre le Règlement si je lui demande...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député confirme ce que je viens de dire: cette question est litigieuse.

L'IMMIGRATION

L'ASILE À DES RESSORTISSANTS GRECS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Milton L. Klein (Cartier): Ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, monsieur l'Orateur, mais en raison de son absence, peut-être son secrétaire parlementaire pourrait-il y répondre. Le gouvernement prêterait-il asile aux ressortissants grecs et suspendra-t-il contre eux toute procédure d'expulsion jusqu'à ce qu'un gouvernement démocratique soit rétabli en Grèce?

M. J. C. Munro (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je serai heureux de signaler cette question au ministre.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS TARIFAIRES À GENÈVE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, comme l'heure H approche dans les négociations tarifaires Kennedy à Genève, le premier ministre est-il en mesure de nous dire si l'on peut espérer que les pourparlers rendront possible une baisse considérable des tarifs? En outre, s'est-on entendu sur les produits agricoles, le blé en particulier, puisqu'il existe des marchés pour ce produit en Europe, et sur l'aluminium?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre du Commerce et le ministre de l'Agriculture sont tous deux à Genève. J'espère qu'ils nous reviendront au début de la semaine prochaine avec de bonnes nouvelles sur une entente dont nous espérons tous la réalisation.

Les nouvelles n'ont guère été encourageantes ces derniers jours, bien que la situation se soit améliorée depuis hier ou avant-hier, avec le retour des représentants du Marché com-